**MODÈLE D’ARRETE**

**DE PLACEMENT EN AUTORISATION SPÉCIALE D’ABSENCE**

***(Cas-contact fonctionnaire régime spécial, foncitonnaire régime général et contractuel régime général)***

Le Maire (Président) de……………………...............................................................................,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu l’instruction n°7 du 23 mars 1950 portant application des dispositions du statut général des fonctionnaires relatives aux congés annuels et autorisations exceptionnelles d’absence,

Vu la note « questions/réponses à l’attention des employeurs et agents publics » de la DGAFP sur la mise en œuvre de la circulaire du Premier ministre du 1er septembre 2020

**Vu le certificat d’isolement délivré par les acteurs du dispositif de tracing ;**

**Considérant que l’agent a été identifié comme cas contact dans le cadre du dispositif de tracing et doit être maintenu en isolement dans l’attente des résultats d’un test de dépistage du covid-19,**

**(ou le cas échéant : considérant l’avis du médecin traitant en date du……………..)**

Considérant que les missions exercées par l’agent ne peuvent être adaptées aux conditions du télétravail ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**  A compter du ………, M/Mme…………………(prénom, nom, grade), bénéficie d’une autorisation spéciale d’absence.

**ARTICLE 2** : Pendant cette période, il/elle percevra l’intégralité de sa rémunération d’activité et bénéficiera du maintien de ses droits à l’avancement et à la retraite.

**ARTICLE 3** : Pendant cette période, M/Mme……….. n’ouvrira pas de droits à acquisition de jours de réduction du temps de travail.

Fait à ……………. Le ..............................

Le Maire (Président)

L’autorité territoriale :

* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
* informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Poitiers ou par l’application Internet Télérecours citoyens, accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr/) dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.
* Notifié à l’intéressé(e) le ......................................

Signature de l’agent :